



Avec le soutien de



NON AUX ORDONNANCES ~~PATRO~~...MACRONALES !!! LE 21 SEPTEMBRE TOUS EN GREVE ET MANIFESTATION

Non content de ne pas voir la forte mobilisation du 12 septembre dans le pays, ce président et son gouvernement restent sourds aux légitimes revendications des travailleurs, des précaires, des privés d'emplois et des retraités. Il vient de réaliser un véritable tour de force, et réussit à faire l'unanimité... contre lui grâce à ses propos qui fustigent l'ensemble du monde du travail.

Le démantèlement de notre modèle social qu'il co-organise avec le Medef propose une « simplification » du Code du Travail. Cela va aboutir... à la création d'un Code du Travail par entreprise puisque chaque employeur aura tout loisir de « négocier » avec des salariés sous pression.

Une réforme de plus du Code du Travail qui s'ajoute aux dix-huit précédentes sur les trente dernières années, toutes destinées à créer de l'emploi. Résultat : environ 6,5 millions de chômeurs et précaires et plus de 9 millions de pauvres en France en 2017.



Quelles conséquences ?

Une déréglementation de la durée du travail et de la rémunération, une hausse de la précarité avec un assouplissement des règles sur les CDD, sur l'intérim et l'introduction du CDI de projet, et, la possibilité de licencier sans contrainte avec un plafonnement des indemnités prud'homales.

**RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION UNITAIRE A
MONTAUBAN LE JEUDI 21 SEPTEMBRE A 12H30
DEVANT LA PREFECTURE**

Autres effets de la politique ultralibérale de ce président, la première pierre du démantèlement de notre protection sociale est posée avec la hausse de la Contribution Sociale Généralisée pour tous y compris les fonctionnaires et les retraités.

Les jeunes ne sont pas épargnés puisque les aides au logement vont baisser de cinq euros par mois.

D'un autre côté, le lobbying patronal a obtenu :

- La transformation du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi en allègement de cotisations, soit 20 milliards d'Euros de cotisations en moins pour la protection sociale ;
- La baisse du taux d'impôt sur les sociétés de 33 à 25%, gain pour le Medef, 11 milliards;
- La réduction de 49% de l'assiette de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (exclusion des placements financiers, de l'épargne et autres valeurs mobilières pour ne conserver que les valeurs immobilières), gain pour les plus riches, 4 milliards ;
- Le désengagement progressif de l'Etat de nos grands Services Publics, etc.

Ce n'est pas la société que nous voulons ! L'ensemble des organisations syndicales, contrairement à ce gouvernement, se positionnent pour l'emploi, pour l'avenir industriel, pour nos garanties collectives et pour le pouvoir d'achat.

POUR CONSTRUIRE L'AVENIR IL FAUT IMPOSER :

- la hausse du SMIC à 1800 euros ;
- la hausse des pensions de retraite et des minima sociaux sur la base du SMIC ;
- la mise en œuvre effective de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes ;
- la réduction du temps du travail hebdomadaire à 32 heures ;
- la retraite à 60 ans à taux plein ;
- le renforcement de la sécurité sociale ;
- l'allocation d'autonomie pour les étudiants ;
- un code du travail qui renforce les droits des salariés et des instances représentatives du personnel ;
- la reconquête des services publics et de l'industrie.



LE 21 SEPTEMBRE TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE